

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 Octobre 2025

N° 520

PRIX : 100 FCFA

LEUR PRÉTENDUE DÉMOCRATIE, C'EST LA DICTATURE CONTRE LES CLASSES PAUVRES



Manifestation contre les coupures d'eau et d'électricité violemment réprimées par les forces de l'ordre à Antananarivo le 30 Septembre 2025. (Associated Press)

- **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Leur prétendue démocratie, c'est la dictature contre les classes pauvres

Pages 3-7 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ L'exploitation capitaliste n'a pas de limite !
- ▶ Filtsac : quand les congés deviennent une source d'angoisse
- ▶ Le gouvernement cherche à terroriser les pauvres !
- ▶ Nestlé supprime des emplois pour plus de profit !
- ▶ Sogebat : la lutte ne fait que commencer !
- ▶ Sn-avec : prétexte pour se débarrasser des travailleurs combattifs

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Concours de mensonge, démagogie et fanfaronnade
- ▶ Situation désastreuses des écoles publiques des quartiers populaires

DANS LE MONDE :

Pages 8-9 Madagascar :

Le président est en fuite, les militaires prennent le pouvoir

Pages 9-10 Gaza :

Pas la paix éternelle mais l'oppression permanente

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

LEUR PRÉTENDUE DÉMOCRATIE, C'EST LA DICTATURE CONTRE LES CLASSES PAUVRES

Gbagbo, Soro, Tidjane Tiam et consorts se plaignent du «*manque de démocratie sous le régime Rhdp*». Devons-nous croire pour autant que sous leur pouvoir il y avait eu plus de démocratie ? Nous raconter des mensonges ne leur coûte rien ! Ils ont tous érigé Houphouët Boigny comme une référence en matière de tolérance et de bonne gouvernance mais celui-ci laissait systématiquement croupir en prison la moindre tête qui dépassait au-dessus de la sienne, à commencer par ceux qui se trouvaient dans son propre entourage. Après avoir été installé par le colonialisme français à la tête de l'État ivoirien, il s'y est accroché et a servi les intérêts des possédants jusqu'à sa mort, à commencer par ceux de l'impérialisme français. Ceux qui l'ont ensuite succédé, de Bédié à Ouattara en passant par le putschiste Robert Guéi et puis Laurent Gbagbo, ont tous rêvé de faire comme lui et ils n'ont pas été plus tendres envers leurs opposants.

Aujourd'hui, après 15 années de pouvoir, Ouattara reste accroché à son fauteuil et veut un quatrième mandat, quitte à ce que sa soif intarissable de pouvoir se traduise par un bain de sang. Mais la soif de pouvoir de ses rivaux n'est pas moindre, eux aussi sont capables de marcher sur des cadavres pour parvenir à leurs fins. C'est cela leur fameuse démocratie, celle des crocodiles affamés dans un marigot pas assez grand pour permettre à chacun de manger à sa faim !

Sous le pouvoir des uns et des autres, les capitalistes se sont enrichis de manière écoeurante en aggravant année après année les conditions d'existence de la classe ouvrière et de la petite paysannerie. Les travailleurs, en travaillant du matin au soir toute leur vie, ne parviennent pas à nourrir et à loger correctement leurs familles. Ils vivent dans des taudis, quand bien même ce sont eux qui construisent villes et maisons. Quand ils luttent pour revendiquer leurs dus, les tenants du pouvoir, tout en se drapant de démocratie, leur envoient des forces de répression pour le grand bien des capitalistes. Les dirigeants politiques qui se relayent au pouvoir ne sont en fait rien d'autres que les exécutants de la classe capitaliste qui veut toujours plus de profits en réduisant les travailleurs en forçats du travail !

Le système capitaliste ne donne aucune autre perspective aux exploités d'ici et d'ailleurs que celle de se battre sans relâche pour améliorer leurs conditions d'existence. Les richesses ne manquent pas dans ce pays mais ne profite qu'à la minorité parasite et exploiteuse. Et s'il y a autant d'injustices criantes, ce n'est pas parce que les dirigeants au pouvoir sont des «*incompétents*», mais parce qu'ils sont avant tout au service du système d'exploitation capitaliste.

À la rapacité de la bourgeoisie internationale s'ajoute celle des bourgeois locaux et de ceux qui gouvernent le pays.

On ne peut pas se contenter de changer les hommes qui dirigent le pouvoir par d'autres car ce serait juste un ravalement de façade. Il faudrait une révolution sociale profonde dirigée par les travailleurs en armes pour exercer eux-mêmes le pouvoir, exproprier la bourgeoisie et faire fonctionner l'économie au service de la grande majorité. Le but ultime de cette révolution sera la transformation de la société capitaliste en société communiste, c'est-à-dire en une

société où il n'y aura plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le capitalisme est un système mondial et par conséquent la révolution communiste ne peut être concevable qu'à l'échelle mondiale. Voilà pourquoi il est nécessaire de construire un parti communiste révolutionnaire et internationaliste. C'est à cette tâche que tous ceux qui aspirent à un véritable changement doivent œuvrer. Les autres voies ne mènent qu'à des impasses sanglantes.

Le quotidien des travailleurs

L'EXPLOITATION CAPITALISTE N'A PAS DE LIMITE !

Nous relatons ici le témoignage d'un travailleur d'une entreprise de recyclage de bidons en plastique:



« Nous travaillons dans une petite usine qui n'a pas de nom. Elle se trouve à la zone industrielle de Yopougon, dans les environs de l'aciérie de Sotaci. Nous broyons les bidons en plastique. Nous sommes une vingtaine d'ouvriers, douze filles et huit garçons. Nous travaillons du lundi au samedi. Parfois, il arrive que certains d'entre nous travaillent même le dimanche. Sur le papier, nous travaillons huit heures mais sur le terrain, ça dépend de l'arrivée des bidons. Donc nous savons quand commence le travail mais la fin là, personne ne le sait. Les bidons nous arrivent par camions entiers, il faut les dé-

charger et les découper à la main à l'aide de machettes. Ensuite il faut les laver à la main. Après, ils passent à la machine de broyage et enfin au stockage.

La paye est de 2500 F pour les ouvrières et 3000 F pour les ouvriers. Seul le machiniste touche 4000F, c'est le mieux payé d'entre nous. Nous travaillons tous au noir, sans contrat de travail. On n'a ni équipements de protection, ni vestiaires. La plupart d'entre nous travaillent sous le soleil et la pluie. C'est l'exploitation à ciel ouvert. »

Il est clair que tant qu'il n'y aura pas une opposition puissante de la classe ouvrière, les capitalistes continueront de lui faire subir les pires conditions car leur objectif c'est de faire le maximum de profits sur les dos des travailleurs. Les lois sur le travail, les capitalistes s'assoient dessus. Aucun gouvernement, aucune loi ne peut protéger les ouvriers de l'exploitation capitaliste, ils ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives.

FILTSAC : QUAND LES CONGÉS DEVIENNENT UNE SOURCE D'ANGOISSE



À Filtisac c'est avec un ouf de soulagement que nous partons en congés, parce que pendant un mois nous sommes tranquilles, loin du stress et de la pression de l'usine. Mais revenir, c'est se remettre sous le coup d'une vive pression. Cette année, un collègue a eu un accident vasculo-cérébral (AVC) la veille de la reprise et il en est mort. L'angoisse de la reprise a eu raison de lui. La direction a considéré que ce n'est pas un accident de travail, mais s'il y a une mobilisation nous pouvons lui faire changer d'avis.

Un autre collègue a piqué une crise de démence après avoir reçu sa paie de fin août. Le problème c'est que de retour des con-

gés, pendant deux mois, nous percevons des demi-salaires. Dans cette entreprise, les salaires sont bouclés du 15 du mois en cours au 15 du mois suivant. Du coup, quand nous sommes partis en congé à la fin du mois de juin nous avons reçu une paie de 15 jours. À la reprise en début août, c'est encore un demi-salaire que nous avons reçu, correspondant au solde de la paie du mois de juin. Ainsi, le plein salaire n'est perçu qu'à la fin du mois de septembre.

Déjà avec le salaire entier, on termine difficilement le mois, alors tenir deux mois avec deux fois moins, c'est pénible et il y a de quoi perdre la boule. Ça, c'est encore le cas «*enviable*» de la minorité des travailleurs qui sont embauchés, mais les journaliers qui constituent la grande majorité partent avec zéro francs et reprennent ensuite le travail avec encore zéro francs ! C'est une profonde injustice !

Et il en sera ainsi tant que nous ne trouverons pas une réponse collective à donner au patron pour mettre fin à cette situation et pour augmenter nos salaires.

LE GOUVERNEMENT CHERCHE À TERRORISER LES PAUVRES !

Du fait de cette période électorale, le gouvernement a déployé ses forces armées dans les quartiers pauvres. Ci-dessous le témoignage d'un travailleur :



Jeunes raflés dans un véhicule de la police

« Ces jours-ci, les rafles sont récurrentes surtout les nuits. J'habite un quartier de Yopougon et je travaille à la zone industrielle. Mardi dernier, en rentrant à la maison après le boulot vers 21h30, je suis tombé sur des corps habillés en plein opé-

ration dans le quartier. Ayant tous mes papiers, je me suis aventuré vers eux sans faire de détour. Mais quand ils m'ont interpellé et que j'ai voulu présenter mes papiers, ils m'ont intimé l'ordre de monter dans le cargo pour un contrôle au poste. Là-bas mon identité a bien été contrôlée mais j'ai quand même été gardé jusqu'au matin, sous prétexte de vérification. C'est seulement vers 8h que j'ai été relâché.

Je ne sais pas ce que ces gens cherchaient, mais les vrais voleurs et les vrais malfrats ce n'est pas dans les quartiers ouvriers qu'ils vont les trouver » !

En effet, « les vrais malfrats », ils habitent les quartiers riches : ce sont ceux-là qui exploitent les travailleurs. Les forces de l'ordre sont à leur service et cherchent à terroriser les travailleurs et les pauvres.

NESTLÉ SUPPRIME DES EMPLOIS POUR PLUS DE PROFIT !

Nestlé est une multinationale implantée aux quatre coins de la planète et qui exploite plus de 200 mille travailleurs dans le monde. Ici en Côte d'Ivoire, c'est à travers les produits tels que Nescafé et cubes Maggi qu'elle est la plus connue.

Elle a annoncé ce mois-ci la suppression de 16 000 emplois dans le monde et en même temps une augmentation du volume de ses ventes. En clair, cela signifie que Nestlé,

tout en réduisant son personnel, compte augmenter la charge de travail de ceux qui restent. Cette annonce a fait bondir ses actions en bourse, car c'est une promesse de plus de gains pour les actionnaires.

Nous vivons dans un monde vraiment fou ! Les plus riches se nourrissent de l'exploitation et de la misère de ceux qui travaillent !

SOGEBAT : LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER !

SOGEBAT (Solution Générale en Bâtiment), est une entreprise qui exerce dans le secteur du BTP depuis plusieurs années. Elle a une dizaine de chantiers à travers la ville d'Abidjan.

Les conditions de travail sont exécrables. Face à cette situation, les travailleurs se sont organisés et ont déposé une liste de revendications sur la table du patron, il y a déjà de cela trois mois. Parmi ces revendications il y a l'élection des délégués du personnel, le respect des 40 heures de travail par semaine, l'application du barème salarial du secteur du BTP, la déclaration à la CNPS.

Pour toute réponse, la direction a mis fin au contrat du porte-parole des travailleurs. La réplique des ouvriers a été rapide. Tôt le matin du lundi 6 octobre, ils ont bloqué la totalité des chantiers. Du coup, dans l'après-midi, une rencontre fut organisée et tenue dans les locaux de l'entreprise avec la participation de quatre travailleurs ainsi que leur représentant syndical.

Au cours de la négociation, le patron a tourné autour du pot, prenant les travailleurs pour des mendiants. Il a promis de payer la journée de ceux qui iront représenter leurs camarades à l'Inspection du travail, de fournir un repas pour le jour de coulage de béton, une prime de transport à ceux qui travailleront tard dans la nuit, etc. Rien, sur les revendications concrètes des travailleurs !

Les travailleurs exigent l'annulation du renvoi de leur porte-parole et le paiement intégral de son salaire durant tous les jours qu'il a manqués. Le patron doit s'exprimer clairement sur les revendications posées. Durant trois mois, il a fait tourner les travailleurs en bourrique. Maintenant qu'il a eu la grève qu'il cherchait, il est là encore à blaguer les travailleurs.

Les travailleurs ont montré qu'ils savent se mobiliser et sont conscients que seule leur mobilisation peut faire aboutir leurs revendications !

SN-AVECI : PRÉTEXTE POUR SE DÉBARRASSER DES TRAVAILLEURS COMBATIFS

La SN-AVECI est une entreprise de BTP. Elle a plusieurs chantiers à Abidjan ainsi que dans quelques villes à l'intérieur du pays. Elle emploie jusqu'à un millier de travailleurs.

La direction se vante d'être la meilleure entreprise du BTP dans le pays, mais sans les travailleurs qu'elle fait trimer que serait-elle ? Les travailleurs ont mené des luttes pour réclamer de meilleures condi-

tions de travail ainsi que le respect du salaire minimum. Après plusieurs jours de grève, la direction a dû reculer et payé un rappel des salaires à hauteur de 60 millions de francs CFA.

Aujourd'hui, elle met fin au contrat de ceux qui étaient en CDD et veut mettre à la porte les agents de sécurité à compter de fin octobre. Elle annonce également la mise en « *chômage technique* » durant un

mois de tous les travailleurs, à compter du 21 octobre, sous prétexte de l'élection présidentielle. En réalité, le patron veut profiter de l'occasion pour se débarrasser des travailleurs dont la tête ne lui convient pas.

Face à cette situation, les travailleurs ont commencé à organiser des réunions sur les différents chantiers pour préparer une riposte lors de la reprise prévue pour le 21 novembre. Ce qui est sûr c'est que pour faire reculer le patron, la mobilisation devra être à la hauteur de son cynisme !

Leur société

CONCOURS DE MENSONGE, DÉMAGOGIE ET FANFARONNADE

Voici quelques pépites parmi tant d'autres dont les dirigeants de tous bords politiques nous ont abreuvés pendant la campagne électorale.

Menace du ministre de l'Intérieur, Vagondo Diomandé

«Si vous êtes pris dans le cadre d'une manifestation non autorisée, vous répondrez devant la loi» !

- Un mort et 700 arrestations déjà au compteur. À ce rythme-là, les tribunaux, les prisons et les cimetières vont être saturés d'opposants qui ne font qu'exprimer leur indignation contre les abus du pouvoir. Si vous dites que c'est une dictature, vous risquez d'aggraver votre cas pour *«diffamation contre la démocratie»* !

Indignation de Soro-Guillaume (Gps, Générations et peuples solidaires)

«...Atteinte aux droits de réunion et de manifestation... répression et militarisation du climat politique... les acquis démocratiques de la CI n'est qu'un lointain souvenir».

- Il croit que tout le monde a oublié son passé ? Car en matière d'*«acquis démocratiques»*, il doit en connaître tout un rayon, lui qui a fricoté avec les tristement célèbres Comzones et leurs milices qui manipulaient machettes et Kalachnikovs pour terroriser les populations.

Don-Mello : «...Mon projet de société»

- Il est surtout connu pour ses *«projets»* immobiliers sur des terrains qu'il a acquis dans des conditions obscures. Ce sont ses micmacs et ses liens avec les

cercles du pouvoir qui lui ont permis de devenir un multimilliardaire en un rien de temps. Son *«projet»* actuel c'est de monter encore plus haut.

Simone Gbagbo : à la recherche d'un poste ?

«Je m'engage à gouverner avec intégrité, transparence et équité, à œuvrer sans relâche pour la justice sociale».

- Inutile de nous faire un dessin. On l'a déjà vue, elle et son parti, à l'œuvre durant 10 ans de pouvoir. Leur *«justice sociale»*, comme celle de Ouattara, a consisté à aider les exploités à s'enrichir toujours plus sur le dos des travailleurs !

«Pour être heureux il faut que tous les jours ton petit pain soit assuré».

- Elle a bien dit *«petit pain»* : c'est malheureusement ce que subissent les travailleurs durant toute leur existence d'exploités pendant que les bourgeois, amis de madame Gbagbo, se gavent de richesses tirées de la sueur et du sang des exploités. Ce ne serait pas une surprise si elle décrochait un petit poste ministériel dans le prochain gouvernement de Ouattara en guise de récompense pour lui avoir servi de caution démocratique dans cette mascarade électorale.

Jean-Louis Billon : l'exploiteur milliardaire qui veut devenir président

«Je déplore que depuis 30 ou 40 ans, les égouts soient à l'abandon».

- Depuis quand s'intéresse-t-il à la santé des habitants des quartiers pauvres ? Lui, sa spécialité c'est d'exploiter féroce-ment les travailleurs et les petits pay-

sans. C'est comme ça qu'il est devenu un des hommes les plus riches de Côte d'Ivoire ? Il doit mieux connaître les égouts de la finance et des allées du pouvoir car c'est son milieu !

«Unir la Côte d'Ivoire, partager la prospérité».

- Ce qui est sûr c'est que lui ne veut pas « partager » les milliards qu'il a tirés de l'exploitation féroce de dizaines de milliers de travailleurs dans ses entreprises et plantations ainsi qu'avec les petits paysans qu'il pille.

«Je veux un État équitable, fiable et au service des ivoiriens».

- C'est-à-dire un État fort pour mieux servir les exploiters et les parasites de son genre. Un État qui n'hésiterait pas à écraser sous un talon de fer les travailleurs et les pauvres, encore plus s'ils se révoltent !

«Je veux faire de la CI un pays économiquement fort».

- Pour que les riches comme lui s'enrichissent davantage sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes pour un salaire de misère.

« J'ai les codes pour débloquer la CI ».

- Exactement comme «ADO-solution», n'est-ce pas ?

Laurent Gbagbo : il en a seulement rêvé !

«Ce n'est pas de ce pays-là que j'ai rêvé. J'ai rêvé d'un pays de liberté, de justice et de dignité...».

- Il en a peut-être rêvé mais quand il est arrivé au pouvoir avec son ami Affi N'Guessan, ils ont gouverné pour le compte des riches tout en se prétendant « socialistes ». Pendant ce temps, ils ont demandé aux travailleurs de se serrer toujours plus la ceinture, interdit les grèves dans les entreprises pour permettre aux Bouygues, Castel, Bolloré, Billon et autres capitalistes et banquiers de s'enrichir davantage. Ils ont tout fait pour que leurs maîtres de France et d'autres grandes puissances capitalistes continuent de piller le pays. Ensuite, ceux-ci ont abandonné Gbagbo comme une vieille chaussette et l'ont envoyé à la prison de la Haye pour « crime contre l'humanité ». On a les amis qu'on mérite.

SITUATION DÉSASTREUSES DES ÉCOLES PUBLIQUES DES QUARTIERS POPULAIRES

Cela fait plus d'un mois que les élèves ont repris le chemin de l'école, mais les écoles publiques sont dans un état lamentable. Il n'y a pas assez d'enseignants, pas assez de tables-bancs, les salles de classes sont surchargées, jusqu'à 100 élèves par classe dans les établissements des quartiers populaires. Bref, tout manque : craies, produits d'entretien, papier hygiénique, etc. Combien sont les écoles où les sanitaires n'existent que de nom ?

Face à la défaillance totale de l'État dans l'éducation des enfants des quartiers populaires, les parents d'élèves sont contraints de cotiser pour payer des vacataires ainsi qu'un minimum de matériel afin que leurs enfants puissent s'instruire.

Ce qui n'empêche pas au Premier ministre de prétendre offrir aux élèves une « Education de qualité ». Il en a même fait son thème de campagne !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Dans le monde

Madagascar

LE PRÉSIDENT EST EN FUITE, LES MILITAIRES PRENNENT LE POUVOIR



Manifestation contre les coupures d'eau et d'électricité violemment réprimées par les forces de l'ordre à Antananarivo le 30 Septembre 2025. (Associated Press)

Depuis le 25 septembre les étudiants malgaches manifestaient courageusement chaque jour pour protester contre le délabrement de leurs conditions de vie. L'eau et l'électricité fournies par la société d'État Jirama sont devenues des denrées rares dans la cité universitaire d'Antananarivo ainsi que dans celles des principales villes du pays, comme dans les quartiers populaires. La seule réponse que le régime a donné à la jeunesse ce fut la répression féroce : au moins 22 personnes ont été tuées par les forces de répression ainsi que plus d'une centaine de blessés.

Eh bien la brutalité du régime de Rajoelina n'a pas réussi à mettre fin à la mobilisation de la jeunesse estudiantine car ce mouvement bénéficie du soutien incontestable de milliers de travailleurs et de petites gens dans les quartiers populaires. Les salariés de la Jirama en grève au mois de juillet dernier contre l'annonce de la transformation de cette entreprise d'État en société anonyme avaient en quelque sorte ouvert la voie à la lutte dans les secteurs étatiques. Ils sont à nouveau en grève ainsi que les salariés de plusieurs ministères (enseignement, douane, services fonciers) qui luttent depuis longtemps contre les mauvaises conditions de travail, contre le non renouvellement des postes de ceux qui partent à la retraite, contre les salaires qui stagnent malgré l'inflation galopante. De-

vant les podiums, qui à la faveur du mouvement ont été mis en place devant certaines mairies des quartiers populaires, de fortes délégations de salariés des secteurs étatiques ont tenu à être présentes.

On peut dire que c'est encouragé par tout ce climat de protestations justifiées, que le mouvement de la jeunesse né sur les réseaux sociaux sous le nom de Gen Z, s'est rapidement étendu dans le pays et a adopté des revendications politiques : fin de la corruption, démission du Premier ministre puis du président.

Le samedi 11 octobre un corps d'armée, le Capsat, s'est mutiné et a rejoint les manifestants. Rajoelina ainsi que son Premier ministre sont tombés, la vacance du pouvoir a été constatée et reconnue par la Haute Cour Constitutionnelle.

Devant le palais présidentiel, puis dans la caserne militaire du Capsat, le colonel Randrianirina s'est proclamé président de la Refondation de Madagascar.

Depuis plusieurs jours, ce galonné par l'intermédiaire de ses porte-paroles, jure ses grands dieux qu'il ne mettra pas en cause les engagements de son prédécesseur Rajoelina à l'égard des institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, etc.

Pour l'instant les militaires font les yeux doux aux organisateurs du mouvement et promettent de les associer aux décisions. Ils espèrent ainsi mettre fin au mouvement et avoir les mains libres pour accaparer le pouvoir pour eux seuls. Demain, s'il le faut, ils n'hésiteront pas à réprimer avec la même brutalité que leurs prédécesseurs.

Rappelons que c'est ce même Capsat qui avait permis à Andry Rajoelina aujourd'hui en fuite, de parvenir au pouvoir en 2009 après un coup d'État contre son prédécesseur Marc Ravalomanana, un civil qui, lui aussi s'était appuyé sur l'armée pour se hisser au pouvoir en 2002 face à l'ancien

capitaine Didier Ratsiraka lui-même issu d'un coup d'État militaire. En fait, dans ce pays depuis 1971, chaque fois qu'il y a eu une forte mobilisation populaire contre les pouvoirs en place, c'est toujours l'armée qui a pris le pouvoir, parfois pour une longue période, parfois en aidant un civil de son choix à s'asseoir sur le fauteuil présidentiel. Sur cet aspect des choses, Madagascar n'a rien d'une exception puisque qu'on observe à peu près le même schéma dans de nombreux pays africains, notam-

ment en Afrique de l'Ouest ces dernières années quand les pouvoirs en place sont ébranlés par des contestations populaires qu'ils ne parviennent plus à juguler.

Ce qui est sûr c'est qu'à Madagascar comme ailleurs, les travailleurs et tous les laissés pour compte ainsi que la jeunesse estudiantine, n'ont vraiment rien à espérer de bon venant de ces prétendus « *refondeurs* ». Ils n'obtiendront que ce qu'ils sauront arracher par leurs luttes et leurs mobilisations.

GAZA : PAS LA PAIX ÉTERNELLE MAIS L'OPPRESSION PERMANENTE

Nous reproduisons ci-dessous un article paru en France dans le journal LUTTE OUVRIÈRE n° 2985 du 17/10/2025.

Lors du sommet de Charm el-Cheikh, qui célébrait le 13 octobre les premières étapes de son plan de paix pour Gaza, Trump a affirmé en toute modestie qu'une « paix éternelle » commence au Moyen- Orient « pour la première fois depuis 3 000 ans » !



La libération des derniers otages israéliens détenus par le Hamas, de quelque 2 000 prisonniers palestiniens enfermés en Israël, l'instauration d'un cessez-le-feu effectif à Gaza, un très léger repli de l'armée israélienne et la levée du blocus de l'aide humanitaire, ont permis à Trump de mettre en scène son triomphe. Ce sont bien les pressions de Trump qui ont obligé Netanyahu, d'un côté, les dirigeants du Hamas, de l'autre, à valider son plan et à négocier l'échange de prisonniers.

Si Netanyahu n'a pas eu d'autre choix que d'interrompre la destruction complète de Gaza, c'est bien parce que l'armée israélienne a un besoin vital des armes et du soutien des États-Unis pour mener ses guerres. Le massacre perpétré depuis deux ans n'aurait pu avoir lieu sans l'aval améri-

cain. Quant aux dirigeants du Hamas, ils sont dépendants du soutien, ne serait-ce que diplomatique, de plusieurs États voisins, la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite, eux-mêmes remis dans le jeu par Trump, en même temps que l'Égypte, frontalière de Gaza et elle aussi sous perfusion américaine.

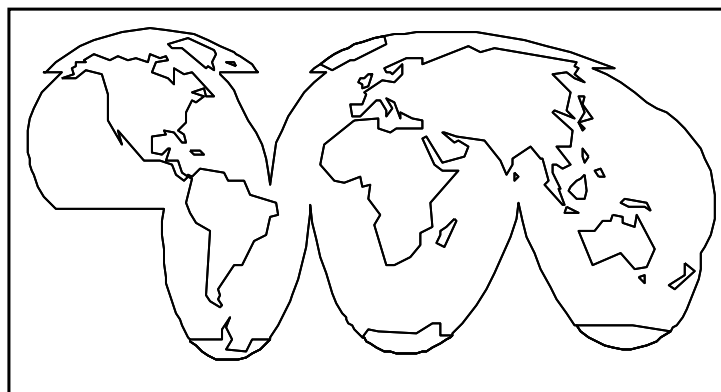
Le plan de Trump vise à contrebalancer, un peu, l'hégémonie acquise par Israël au Moyen-Orient en donnant un rôle aux riches monarchies du Golfe dans la reconstruction éventuelle de Gaza et en impliquant la Turquie et l'Égypte dans la création d'une hypothétique « force internationale de stabilité ». La présence autour de Trump des dirigeants turc, égyptien, qatari était d'autant plus notable que ni Netanyahu ni aucun représentant du Hamas n'étaient présents. Les Palestiniens, jamais consultés alors qu'il s'agit de leur sort et de leur avenir, étaient représentés par Mahmoud Abbas, président sans pouvoir de l'Autorité palestinienne. Quant à Macron, Starmer et Meloni, dirigeants impérialistes de second rang qui comptent de moins en moins au Moyen-Orient, ils tenaient à apparaître sur la photo pour montrer qu'ils sont prêts à servir.

Reste que, malgré l'autosatisfaction de Trump, la paix ne sera ni « éternelle » ni même simplement durable. Il ne peut y avoir de paix tant que perdurent la spoliation et l'oppression d'un peuple. Rien n'est réglé pour les Palestiniens, ni à Gaza, désormais un champ de ruines privé de toute infrastructure, ni en Cisjordanie, un territoire livré aux colons israéliens. D'une façon ou d'une autre, à un moment ou à un autre, de nouvelles révoltes ou soulèvements armés se produiront et les dirigeants impérialistes, qui en sont très conscients, se donnent les moyens de les réprimer.

L'armée israélienne occupe toujours la bande de Gaza pour une durée indéterminée et elle peut y reprendre, à tout moment et sous n'importe quel prétexte, les bombardements. Elle a longtemps fait de Gaza une prison à ciel ouvert, et elle est prête à continuer. Quant au Hamas, non seulement il n'envisage pas de désarmer

contrairement à ce que stipule le plan Trump. Mais le cessez-le feu lui permet d'éliminer ses opposants et les bandes armées qui ont prospéré sur les pénuries engendrées par le blocus, en ayant même la bénédiction explicite des dirigeants américains. Interrogé sur cette reprise en main brutale, accompagnée d'exécutions publiques, Trump a déclaré : « *Ils veulent résoudre les problèmes, ils l'ont dit ouvertement et ils ont notre accord pour une période.* » Sous-traiter l'encadrement de la population gazaouie au Hamas, Israël et les États-Unis l'ont fait entre 2007 et 2023, et ils pourraient continuer à le faire, de façon plus ou moins cachée, en attendant d'administrer Gaza comme un protectorat auquel les États arabes seraient associés. Le plan concocté par Trump pour les Palestiniens s'apparente plus à l'oppression permanente qu'à la « paix éternelle ».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.